



VILLE DE HAGONDANGE

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

TRAVAUX D'ENTRETIEN DE PEINTURE ET DE REVETEMENT DE SOLS SOUPLES DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

2019 – 2020 - 2021

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 – Objet de l'accord-cadre
- 1.2 – Forme de l'accord-cadre
- 1.3 – Décomposition en tranches et en lots
- 1.4 – Durée de l'accord-cadre
- 1.5 – Montant de l'accord-cadre
- 1.6 – Maîtrise d'œuvre - Conduite d'opération
- 1.7 – Titulaire
- 1.8 – Contrôle technique
- 1.9 – Coordination Sécurité - Protection de la santé
- 1.10 – Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Article 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

- 2.1 – Pièces contractuelles

Article 3 Variation dans les prix - Règlement des comptes

- 3.1 – Répartition des paiements
- 3.2 – Tranches conditionnelles
- 3.3 – Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie
- 3.4 – Variation dans les prix
- 3.5 – Paiement des cotraitants et des sous-traitants
- 3.6 – Mode de règlement
- 3.7 – Intérêts moratoires

Article 4 Délais d'exécution - Pénalités et primes

- 4.1 – Délai d'exécution des travaux
- 4.2 – Prolongation du délai d'exécution
- 4.3 – Pénalités pour retard
- 4.4 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Article 5 Clauses de financement et de sûreté

- 5.1 – Retenue de garantie

Article 6 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

- 6.1 – Provenance des matériaux et des produits
- 6.2 – Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt
- 6.3 – Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuve des matériaux et produits

Article 7 Implantation des ouvrages

Article 8 Préparation, coordination et exécution des travaux

- 8.1 – Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
- 8.2 – Plans d'exécution - notes de calcul - études de détail
- 8.3 – Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail
- 8.4 – Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Article 9 Contrôles et réception des travaux

- 9.1 – Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux
- 9.2 – Réception
- 9.3 – Documents fournis après exécution
- 9.4 – Délais de garantie
- 9.5 – Assurances
- 9.6 – Mise en régie aux frais et risques
- 9.7 – Résiliation

Article 10 Dérogation aux documents généraux

Article 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1-1-Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre, à bon de commande (article 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics), a pour objet les travaux d'entretien courant de peinture et de revêtement de sols souple des bâtiments communaux.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

1-2-Forme de l'accord-cadre

L'accord cadre est passé en procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

L'accord cadre est mono-attributaire.

Les travaux feront l'objet de commandes établies au fur et à mesure des besoins de la Commune.

1-3- Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1-4-Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre commence dès notification du marché et est valable pour l'année 2019. Il sera reconduit deux fois par tacite reconduction (2020-2021).

L'accord-cadre peut être mis fin à l'expiration de chaque période, à charge pour la Ville de Hagondange d'informer le titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la fin de la période en cours.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord cadre. Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution des travaux se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord cadre.

1-5-Montant de l'accord-cadre

Les divers travaux seront notifiés à l'entrepreneur par le maître d'ouvrage au fur et à mesure des besoins à l'aide de bons de commande définissant la nature du travail, le montant, le lieu d'exécution ainsi que le délai maximal de réalisation de la commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 190 000 euros H.T pour l'ensemble de la période.

1-6-Maîtrise d'œuvre - Conduite d'opération

1-6-1-Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par les Services Techniques de la ville.

1-6-2-Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par les Services Techniques de la ville.

1-7-Titulaire

Dès notification du marché, le titulaire désigne une personne physique qui le représente pour tout ce qui concerne l'exécution du marché ; cette personne, chargée de la conduite des travaux, doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

À défaut d'une telle désignation, le titulaire, s'il est une personne physique, morale, ou son représentant légal, est

réputé personnellement chargé de la conduite des travaux.

1-8-Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique.

1-9-Coordination Sécurité - Protection de la santé

L'entrepreneur prendra toutes dispositions nécessaires pour assurer la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur le chantier conformément à la réglementation en vigueur tant française (décret n°65-48 du 8 janvier 1965, recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM et DTU en vigueur) qu'europpéenne (Directive 2001/45 du 27 juin 2001).

Pour tous les travaux pouvant exposer du personnel, ouvriers ou autres, à des risques d'inhalation de poussières d'amiante, en cas de présence de plomb ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter les réglementations en vigueur au titre du Code de la Santé publique, sans qu'il soit nécessaire de rappeler ici les différents textes et consignes de sécurité en vigueur et notamment le décret 2001-1016 du 5 novembre 2001 et la circulaire 6 DRT du 18 avril 2002, portant la création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que le décret n° 2006-133 du 9 février 2006 fixant les valeurs limites d'expositions professionnelle contraignantes à certains agents chimiques dans l'atmosphère des lieux de travail.

1-10-Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

Sans objet.

Article 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

2-1-Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- le Bordereau de Prix Unitaire ;
- Le détail quantitatif et estimatif ; (les quantités fixées sont données à titre indicatifs, elles ne servent qu'à étudier les propositions)

Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-4-2 du présent CCAP.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix – Règlement des comptes

3-1-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur et à ses sous-traitants ;
- à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3-2-Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet.

3-3-Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes – Travaux en régie

3-3-1-Contenu des prix

Les prix de l'accord cadre sont établis hors TVA.

Le titulaire devra installer, à ses frais, les installations diverses nécessaires pour protéger les ouvrages existants.

Les prix rémunèrent l'entreprise pour toutes les dépenses correspondant aux travaux et à la main d'œuvre quelles qu'en soit la nature et les conditions de leur exécution.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

3-3-2-Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Sans objet.

3-3-3-Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet de l'accord cadre seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

Ces ouvrages ou prestations sont destinés à constituer un ensemble complètement terminé, raccordé, réglé et en état de fonctionnement. Ils devront être exécutés suivant les règles de l'art et conformément aux normes en vigueur à la date de réalisation des travaux.

3-3-4-Obligations particulières du titulaire

Dans les 20 jours à compter de la date de notification de l'accord cadre, l'entrepreneur devra fournir sur demande du maître d'oeuvre tout document permettant au maître d'ouvrage d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par l'entrepreneur (sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires, décomposition de l'état de certains prix).

3-3-5-Règlement des comptes - Paiements

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet de l'accord cadre seront réglés sur facture, après chaque intervention suite à l'établissement d'un ordre de service émis par les Services Techniques de la ville.

Avant la validation des factures, le Service Technique effectuera un métré des différents postes facturés. Dans le cas d'une différence entre ce relevé et les métrés de l'entreprise, il sera organisé un relevé contradictoire sur le chantier afin de définir les prestations réellement effectuées et à facturer.

3-4-Variation dans les prix

3-4-1-Type de variation des prix

Les prix sont fermes pour l'année 2019. Chaque prix unitaire du présent marché sera actualisable pour les années suivantes (2020-2021) suivant les modalités fixées au 3.4.3 et 3.4.4 du présent document.

3-4-2-Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la remise des offres appelé "mois zéro" = décembre 2018.

3-4-3-Choix des index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché correspond à l'index suivant : BT46 – Peinture publié au Moniteur des Travaux Publics.

3-4-4-Modalités d'actualisation des prix

Les prix du présent accord cadre sont révisables par application de la formule suivante :

$$P_m = P_0 \times C$$

avec :

P_0 : prix de base, réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 = décembre 2018
 P_m : prix révisé (prix de règlement), réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m (décembre de chaque année)
 C : coefficient de révision, comportant trois décimales et arrondi au millième supérieur.

Le coefficient de révision (C) est donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times [BT46/BT46_0]$$

avec :

$BT46_0$: valeur de l'index de référence pour le mois m_0 = décembre 2018

$BT46_m$: dernière valeur connue des index de référence pour le mois m , au moment du calcul de la révision

3-4-5-Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

3-5-Paiement des cotraitants et des sous traitants

3-5-1-Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

3-6-Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours (décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique).

3-7-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Article 4 - Délai d'exécution - Pénalités et primes

4-1-Délai d'exécution des travaux

4-1-1-Délai d'exécution

Pour chaque chantier, les délais d'exécution sont fixés par ordre de service.

4-1-2-Marchés à bons de commande

Emission des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen d'ordres de service délivrés par le service technique et qui comporteront :

- la référence au marché
- le prix unitaire
- la quantité commandée

- le montant hors taxe
- le montant de la T.V.A.
- le montant toutes taxes comprises
- la désignation de la prestation
- le lieu d'exécution
- le délai maximal de réalisation de la commande

Durée d'exécution des bons de commande

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché. Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché.

4-2-Prolongation du délai d'exécution

Un ordre de service sera établi dans le cas où une prolongation de délai d'exécution serait nécessaire conformément à l'article 19.2 du CCAG travaux.

4-3-Pénalités pour retard - Primes d'avances

4-3-1-Pénalités pour retard

L'entrepreneur subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux correspondant à chaque bon de commande, une pénalité de 50 € H.T. sur simple constatation du maître de l'ouvrage, sans mise en demeure préalable et avec plafonnement de la pénalité à 50 % du montant de la commande correspondante H.T.

Les samedis, dimanches et jours fériés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

En cas de dépassement de 30 % sur plus de 3 commandes, une mise en régie aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant pourra être appliquée ou la résiliation du marché pourra être décidée conformément à l'article 9.8 ci-après.

Les stipulations ci-dessus s'entendent pour un retard constaté par rapport au délai d'exécution fixé dans chaque bon de commande.

4-4-Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

4.4.1 Repliement des installations de chantier

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard dans le repliement des installations de chantier, il sera appliqué une pénalité de **70 € H.T. par jour de retard** à compter de la fin des travaux exécutés par l'entreprise.

4.4.2 Remise en état des lieux

L'entreprise titulaire est responsable de l'évacuation quotidienne des gravats et de la remise en état des lieux à la fin du chantier.

En cas de négligence de la part du titulaire, l'administration pourra faire effectuer l'enlèvement des déchets par une autre entreprise aux frais de l'entreprise défaillante, après mise en demeure.

En outre l'entrepreneur défaillant est passible d'une pénalité de **60 € H.T. par jour de retard** à compter de la mise en demeure. Cette pénalité est applicable même dans le cas où il est fait appel à une autre entreprise pour ce nettoyage.

4.4.3 – Remise en état des ouvrages et/ou mobiliers

Toute dégradation des ouvrages et/ou mobiliers constatée par rapprochement avec le constat contradictoire

dressé avant le début d'exécution des travaux, s'il a été préalablement établi à la demande du titulaire et en présence d'un représentant du maître de l'ouvrage, et imputable au titulaire devra être réparée par celui-ci.

En cas de démission du titulaire, et après mise en demeure par le maître de l'ouvrage, ce dernier pourra faire exécuter les travaux de remise en état des ouvrages et/ou mobiliers aux frais et risques du titulaire.

Article 5 - Clauses de financement et de sûreté

5-1-Retenue de garantie

En application des dispositions du Code des Marchés Publics, article 101, 102, 103, par le fait de la clause introduite au marché qui comporte un délai de garantie, une RETENUE DE GARANTIE de 5% du montant des travaux sera faite ou pourra être remplacée par une GARANTIE A LA PREMIERE DEMANDE ou une CAUTION BANCAIRE personnelle et solidaire.

Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

6-1-Provenance des matériaux et des produits

Des justifications pourront être demandées par le Maître d'ouvrage s'il le juge utile.

6-2-Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

Article 7 - Implantation des ouvrages

Les ouvrages concernés par les divers bons de commande sont situés sur le Ban de la Commune de HAGONDANGE.

Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux

8-1-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution.

8-2-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Tous les éléments susceptibles d'être demandés seront visés par le technicien responsable des Services Techniques.

8-3-Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est tenu au respect de l'ensemble des dispositions du Code du travail.

8-4-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8-4-1-Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Sans objet.

8-4-2-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'entrepreneur conformément à la législation en vigueur.

8-4-3-Signalisation des chantiers

L'entrepreneur mettra en place pour chaque chantier le balisage réglementaire. Cette prestation est incluse dans

les prix unitaires du bordereau.

8-4-4-Clauses diverses concernant le chantier

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillage ou partie d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et remise en état incombent à l'entrepreneur sans que ces frais puissent donner lieu à indemnisation quelconque de la part du maître d'ouvrage.

8-4-5-Etat de propreté du chantier

L'entrepreneur est responsable de la propreté et de l'ordre devant régner sur l'ensemble du chantier et sur la base vie de ses ouvriers mise à disposition par le maître de l'ouvrage. Ces nettoyages seront impérativement compris dans les prix soumissionnés.

8-4-6-Utilisation des voies publiques

Dans le cas d'utilisation de la voie publique pour la mise en place d'un échafaudage ou autre, le titulaire doit, à sa charge, réaliser l'ensemble des demandes et autorisations nécessaires.

8-4-11-Autorisations administratives

Les stipulations de l'article 31.3 du CCAG sont applicables.

Article 9 - Contrôle et réception des travaux

9-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

9-2-Réception

Le CCAG travaux est seul applicable.

9-3-Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents devront être remis par l'entrepreneur au maître d'ouvrage dans les délais et selon les modalités prévues à l'article 8.2 du présent cahier.

9-4-Délais de garantie

Conformes aux stipulations de l'article 44.1 du CCAG.

9-5-Assurances

Au moment de l'offre, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

9-6-Mise en régie au frais et risques

Les travaux devant être exécutés par l'entrepreneur au titre de son marché s'entendent sans interruption d'une manière continue, sans que les congés ou tout autre motif ne viennent interrompre l'exécution des travaux.

Lorsque l'entrepreneur ne se conformera pas aux dispositions du marché, la Ville d'Hagondange le mettra en demeure par lettre recommandée d'y satisfaire dans un délai de quinze jours.

Passé ce délai, la Ville d'Hagondange se réservera le droit de mettre les travaux en régie aux frais et risques de l'entrepreneur ou de résilier le marché conformément à l'article 49-2 du C.C.A.G. Travaux.

9-7-Résiliation

D'une manière générale, en cas de manquement aux conditions d'exécutions du marché, de non-exécution d'une prestation dûment notifiée, de négligence grave ou répétée, d'imprudence mettant en péril la sécurité des personnes et des biens, le marché sera résilié sans indemnité, selon les clauses de l'article 49 du CCAG Travaux.

D'une manière générale, l'entrepreneur s'engage à mettre à disposition les moyens humains et matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le refus ou la mauvaise exécution d'une prestation ainsi que le non respect des délais de réalisation, entraînerait la résiliation du marché aux torts exclusifs de l'entrepreneur et à ses frais le temps de désigner selon les mêmes procédures, un remplaçant.

Article 10 - Dérogation aux documents généraux

La dérogation explicitée dans les articles désignés ci-après du CCAP est la suivante :

Dérogation à l'article 20-1 du CCAG par l'article 4-3-1 du CCAP

Fait à _____, le _____

Lu et accepté,

L'entrepreneur,